



Appel de propositions du Fonds ontarien d'aide pour la microcertification 2^e ronde

Lignes directrices et exigences du
programme

Novembre 2023

Ministère des Collèges et Universités

Table des matières

Appel de propositions du Fonds ontarien d'aide pour la microcertification 2 ^e ronde	1
Résumé de l'appel de propositions du Fonds ontarien d'aide pour la microcertification	3
Contexte	3
À propos des microcertifications	3
Comblar les principales lacunes du marché du travail	4
Organismes admissibles.....	4
Projets admissibles.....	6
Affectation des fonds	8
Élaboration de nouvelles microcertifications et/ou élargissement de microcertifications existantes	8
Renseignements supplémentaires sur le financement.....	12
Exigences de l'entente de paiement de transfert (EPT).....	12
Exigences relatives à l'approvisionnement, aux déplacements et à l'hébergement	14
Processus de soumission	14
Examen des propositions et critères d'évaluation.....	14
Échéanciers	17
Surveillance et rapports	17
Évaluation par un tiers	18
Avis	18
Confidentialité	18
Annexe A : Termes principaux.....	20

Résumé de l'appel de propositions du Fonds ontarien d'aide pour la microcertification

Le ministère des Collèges et Universités (MCU) lance un appel de propositions pour le Fonds ontarien d'aide pour la microcertification 2^e ronde. Cette initiative comprend un financement maximum de 5 millions de dollars pour augmenter davantage le nombre de microcertifications offertes aux apprenants en Ontario en incitant les établissements d'enseignement postsecondaire, les employeurs et les acteurs de l'industrie à créer conjointement des microcertifications dans les secteurs prioritaires afin de contribuer à combler les lacunes sur le marché du travail de l'Ontario.

Nouveau pour la 2^e ronde :

- La formation doit viser principalement à combler les lacunes dans les secteurs prioritaires du marché du travail de l'Ontario (p. ex., les soins de santé, le transport maritime, la fabrication de pointe, les véhicules électriques, les minerais critiques, les services de santé mentale et l'accessibilité, le logement).
- La proposition peut inclure jusqu'à cinq projets dans plusieurs domaines d'intervention.
- Les collèges privés d'enseignement professionnel et les établissements privés qui décernent des diplômes peuvent seulement soumettre des propositions qui sont liées aux programmes existants axés sur les secteurs prioritaires du marché du travail.
- Une considération supplémentaire sera accordée aux propositions qui :
 - comportent des partenariats entre des établissements d'enseignement postsecondaire afin d'élaborer conjointement et/ou d'élargir l'exécution des microcertifications;
 - sont soumises par des établissements autochtones et des candidats qui s'associent à des établissements autochtones et/ou qui ciblent des apprenants autochtones.

Contexte

Le système d'éducation et de formation au niveau postsecondaire de l'Ontario joue un rôle clé en recyclant et en perfectionnant la main-d'œuvre afin de favoriser la croissance économique, en particulier dans les secteurs prioritaires du marché du travail.

À propos des microcertifications

Une microcertification est une forme souple et granulaire de formation en éducation postsecondaire permettant d'acquérir des aptitudes et des compétences précises qui est offerte dans le cadre d'un partenariat entre un ou plusieurs établissements d'enseignement postsecondaire et un ou plusieurs employeurs et qui peut être adaptée

pour un besoin particulier ou cumulée. Elle permet de faire un suivi vers l'obtention d'un titre de compétence ou d'un certificat de niveau supérieur. Les microcertificats, qui sont différents des grades et des diplômes existants, visent à élargir les options offertes aux apprenants sans remplacer les possibilités d'apprentissage existantes. Ils permettent aux apprenants d'avoir accès à des occasions de formation qui offrent un maximum de flexibilité afin de poursuivre leur apprentissage et d'acquérir les compétences dont ils ont besoin pour être aptes à l'emploi.

L'augmentation du nombre d'occasions d'apprentissage liées à la microcertification dans les établissements d'enseignement postsecondaire tirera profit de la force du secteur ontarien de l'enseignement postsecondaire actuel et favorisera l'écosystème nécessaire pour créer des partenariats plus novateurs entre les employeurs, les acteurs de l'industrie et les établissements afin de trouver des solutions aux besoins locaux et régionaux.

Par conséquent, le gouvernement de l'Ontario est heureux d'annoncer l'appel de propositions du Fonds ontarien d'aide pour la microcertification 2^e ronde.

Comblent les principales lacunes du marché du travail

La façon de travailler, d'apprendre et de se former des gens change et l'Ontario est confrontée à des conditions historiquement difficiles sur le marché du travail. Il y a également des impacts disproportionnés, dans le marché du travail, sur les économies locales et régionales qui sont dictées par des conditions locales uniques.

Une plus grande focalisation sur les microcertifications afin d'apporter une flexibilité et une meilleure adaptation aux besoins des apprenants, des chercheurs d'emploi et des employeurs s'avère nécessaire pour soutenir la croissance économique et la prospérité future de l'Ontario.

Grâce à l'élaboration de crédits et de microcertifications cumulables et traçables, le secteur de l'enseignement postsecondaire de l'Ontario pourrait être bien placé pour offrir les programmes d'études et de formation nécessaires dans les marchés nouveaux et élargis des personnes qui suivent des cours d'apprentissage continu.

Organismes admissibles

Les propositions peuvent être soumises par les types d'établissement d'enseignement postsecondaire suivants* :

- les collèges d'arts appliqués et de technologie;
- les établissements autochtones reconnus par voie de règlement en vertu de la *Loi de 2017 sur les établissements autochtones*;
- les universités financées par les fonds publics de l'Ontario;
- les collèges privés d'enseignement professionnel inscrits; et

- les établissements privés offrant des programmes avec le consentement du ministre en vertu de la *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire*.

Les propositions peuvent être soumises par un seul établissement d'enseignement postsecondaire ou en tant que collaboration avec d'autres établissements (c.-à-d. un consortium). Les établissements peuvent faire partie de plusieurs consortiums.

Les consortiums doivent désigner un établissement principal qui devra rendre des comptes au MCU selon les modalités et les conditions énoncées dans une entente de paiement de transfert (EPT) pendant la période de l'entente de financement.

L'établissement principal sera considéré comme le candidat et sera responsable de la planification, de la coordination et de la gestion de tous les aspects du projet.

Une seule proposition peut être présentée par établissement, peu importe le nombre de campus, de sites ou de satellites qu'un établissement pourrait avoir. Dans le cas d'un consortium, l'établissement principal devra inclure le ou les projets du consortium dans sa proposition. Si un établissement inclus dans le consortium souhaite également soumettre un ou plusieurs projets qui ne sont pas en lien avec le consortium, il peut soumettre une proposition individuelle.

La proposition peut inclure jusqu'à cinq (5) projets dans plusieurs domaines d'intervention. Si un établissement a plusieurs microcertifications dans la foulée de sa proposition, chaque microcertification proposée doit énumérer clairement ses partenaires. On s'attend à ce que les propositions soient examinées et approuvées par le directeur des études ou le cadre supérieur approprié de l'établissement.

*Les collèges privés d'enseignement professionnel peuvent seulement soumettre des propositions qui sont liées à des programmes existants axés sur un ou des secteurs prioritaires du marché du travail.

*Les propositions des établissements privés qui décernent des diplômes doivent être dans un secteur de programme pour lequel l'établissement a le consentement ministériel en vertu de la *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire*. Ces programmes doivent également avoir un lien avec un ou des secteurs prioritaires du marché du travail.

Tous les projets doivent inclure des partenaires locaux (industrie/secteur/employeur). Les partenaires peuvent comprendre des entreprises, des associations sectorielles, des organismes à but non lucratif, des municipalités, des Premières Nations ou des organismes autochtones.

Projets admissibles

On priorisera le financement pour les candidats admissibles qui font preuve d'une focalisation sur les nouvelles microcertifications et/ou les microcertifications élargies qui :

1. répond aux besoins des employeurs et mène directement à des emplois locaux ou régionaux;
2. vise à combler des lacunes dans les secteurs prioritaires du marché du travail (p. ex., les soins de santé, le transport maritime, la fabrication de pointe, les véhicules électriques, les minerais critiques, les services de santé mentale et l'accessibilité, le logement).

Pour être admissibles, les projets doivent répondre aux critères suivants :

- **Sensibilité aux besoins de l'industrie** : Les projets doivent offrir une formation qui répond aux besoins de l'industrie et des employeurs dans les secteurs prioritaires désignés où il y a des lacunes sur le marché du travail.
 - La compatibilité avec les secteurs prioritaires du marché du travail sera éclairée par le candidat qui fournira un ou plusieurs codes de la Classification nationale des professions (CNP) à cinq chiffres.
 - Les propositions doivent démontrer en quoi la formation sera utile aux employeurs ou à l'industrie et répondra aux besoins grandissants en matière de talents afin de contribuer à la croissance des employeurs ou de l'industrie. Les projets seront évalués en fonction de la force des données probantes sur la durabilité de la demande pour les compétences offertes dans le cadre de la formation proposée.
- **Secteurs d'intervention privilégiés** : Les projets doivent mettre l'accent sur les nouvelles microcertifications et/ou sur les microcertifications élargies qui favorisent la croissance économique.
 - Le financement sera réparti entre les deux secteurs d'intervention énumérés ci-dessus. Le candidat doit axer sa proposition de manière à aborder au moins un de ces secteurs d'intervention.
- **Les candidats doivent collaborer avec les organismes partenaires désignés pour élaborer la formation et soumettre au moins deux lettres signées** par ces représentants qui comportent les éléments suivants :
 - l'attestation des organismes partenaires confirmant leur partenariat dans le cadre du projet;
 - une description des besoins en matière de perfectionnement de la main-d'œuvre auxquels la formation pour la microcertification répondra (p. ex., locaux ou provinciaux);

- le rôle que joueront les partenaires dans le projet et l'incidence prévue de la formation;
 - les engagements à l'égard des rôles et responsabilités (p. ex., les possibilités d'apprentissage intégré au travail, le partage de l'équipement ou de l'espace pour l'exécution, les experts en la matière, le soutien continu au-delà des échéanciers du projet, les embauches projetées dans les six à douze mois précédant l'achèvement, le perfectionnement des employés actuels dans le cadre du programme);
 - une lettre unique rédigée par le partenaire (c.-à-d., au lieu d'une lettre d'appui type).
- **Compétences recherchées** : Les projets doivent offrir une formation qui fournit aux apprenants un ensemble clairement défini de compétences et de connaissances recherchées et qui répond aux besoins de l'employeur, de l'industrie ou de la collectivité. Les propositions doivent présenter des preuves solides, y compris une collaboration avec les employeurs et des attestations de la part des employeurs qui affirment que ces compétences sont précieuses pour la main-d'œuvre de l'Ontario, qu'elles abordent une lacune clé du marché du travail et, le cas échéant, qu'elles mèneront à un emploi au sein de l'entreprise de ce partenaire.
 - Les candidats retenus seront assujettis aux exigences de déclaration décrites dans l'entente de paiement de transfert (voir Surveillance et rapports). Les exigences en matière de présentation de rapports peuvent inclure des données sur le nombre d'étudiants embauchés après avoir obtenu une microcertification, des renseignements sur les niveaux de dotation en personnel et les besoins de l'employeur ainsi que d'autres données sur les établissements qui ont donné la formation et la communauté dans laquelle la formation a été donnée.
 - **Méthode de reconnaissance** : Les projets doivent comporter une méthode claire de reconnaissance de l'achèvement de la formation (p. ex., un insigne numérique).
 - **Courte durée** : La formation dure généralement entre 40 et 50 heures; cependant elle peut être plus longue ou plus courte en fonction de ce qui convient aux apprenants ciblés et à la formation à l'étude. Les propositions doivent clairement indiquer la durée du programme de microcertification et fournir la preuve que la durée est appropriée pour les apprenants ciblés et la formation à l'étude. Dans le cas des microcertifications proposées qui durent plus de 50 heures, les candidats doivent fournir une justification expliquant pourquoi le programme doit être considéré comme une microcertification.

- **Non admissible au financement provincial actuel** : Les coûts d'élaboration des partenariats et des programmes (y compris les programmes d'études et les programmes existants entièrement élaborés), en ce qui concerne les programmes existants (à l'exception de l'élargissement des programmes décrit dans cet appel de propositions), qui sont expliqués dans la section « DÉPENSES ADMISSIBLES » ci-dessous, ne doivent pas être admissibles à d'autres formes de financement provincial (p. ex., la Subvention de base pour le fonctionnement dans le cas des collèges et des universités financés par les fonds publics).
- La formation sur les métiers spécialisés n'est pas admissible dans le cadre du présent appel d'offres.

Les initiatives proposées doivent respecter ce qui suit :

- les cadres législatifs et politiques existants (p. ex., *Loi de 2002 sur les collèges d'arts appliqués et de technologie*, *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire*, lois constituant chacune des universités, *Loi de 2017 sur les établissements autochtones* et *Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel*;
- les ententes liées aux mandats stratégiques des collèges et des universités.

Toutes les microcertifications qui reçoivent du financement dans la foulée de cet appel de propositions doivent être soumises à des processus d'approbation institutionnels, y compris à l'assurance de la qualité, avant de pouvoir être offertes aux apprenants.

Remarque : L'approbation des projets liés à cet appel de propositions n'entraîne pas automatiquement l'approbation ou l'étude d'autres financements (p. ex., RAFFO, Meilleurs emplois Ontario ou autres soutiens à l'emploi) ou l'inclusion sur le Portail de micro-titres de compétences de l'Ontario.

Affectation des fonds

- Des fonds discrétionnaires peuvent être alloués pour l'élaboration de nouvelles microcertifications et/ou pour l'élargissement de microcertifications existantes.
- Chaque candidat doit soumettre une proposition avec un maximum de cinq projets.

Élaboration de nouvelles microcertifications et/ou élargissement de microcertifications existantes

- Les projets retenus recevront jusqu'à 50 000 \$ pour concevoir de nouvelles microcertifications ou pour élargir des microcertifications existantes. Plusieurs projets peuvent être sélectionnés pour un financement qui peut atteindre un maximum institutionnel de 250 000 \$.

- Les projets peuvent comprendre des microcertifications qui permettront de renforcer les capacités à long terme dans le secteur de l'enseignement postsecondaire tout en répondant aux besoins individuels (c.-à-d., cumulables).
- Les projets peuvent inclure l'élargissement d'une microcertification existante, notamment :
 - l'élargissement d'une microcertification existante conçue pour un seul employeur afin que plusieurs employeurs et/ou acteurs de l'industrie puissent en bénéficier;
 - une collaboration avec d'autres établissements d'enseignement postsecondaire (nouveaux) afin d'étendre le programme dans d'autres régions de l'Ontario et/ou d'améliorer le programme existant à l'aide de nouvelles microcertifications qui tirent profit des forces du programme dans d'autres établissements;
 - la mise en place de modifications aux microcertifications existantes pour qu'elles puissent être cumulées et ainsi former un titre de compétence de niveau supérieur; ou
 - l'augmentation des inscriptions dans les microcertifications en créant des programmes d'études en français, en faisant du marketing ou en recueillant des données.
- Le projet peut être financé, en totalité ou en partie, jusqu'à concurrence de l'affectation maximale par projet.

Chaque projet doit être lié à au moins un des secteurs prioritaires indiqués dans la section sur les projets admissibles ci-dessus.

Chaque projet faisant partie d'une proposition sera évalué de façon indépendante. Dans certains cas, le financement peut être accordé pour des projets individuels, mais pas pour l'ensemble de la proposition.

Remarque : Les projets visant à élaborer des microcertifications pour la formation sur les métiers spécialisés ne sont pas admissibles pour le présent appel de propositions.

Dépenses admissibles

Si un projet est retenu pour un financement, des dépenses admissibles peuvent être engagées entre la date du début indiquée dans l'EPT et les 12 mois suivant la date du début. Le financement peut seulement être utilisé pour couvrir les dépenses admissibles suivantes :

- les coûts **de développement de partenariats**, y compris d'autres initiatives comme la sensibilisation communautaire, visant à assurer l'établissement de relations appropriées entre les organismes pour mener à bien un projet de microcertification;

- les coûts **de conception et d'élaboration des programmes**, y compris le programme d'études, la conception pédagogique en personne ou virtuelle, le soutien pédagogique;
- **les coûts administratifs** liés au projet (jusqu'à concurrence de 5 % des coûts totaux prévus au budget ou 25 000 \$, si ce dernier montant est le moins élevé). Les coûts administratifs doivent être ventilés et décrits dans au moins trois catégories : fournitures de bureau, soutien administratif et assurance.

Le financement sera déterminé en fonction d'une évaluation de la demande, y compris le budget total proposé soumis par le candidat.

Le budget doit inclure tous les coûts directement liés au projet, y compris toute contribution en espèces ou en nature proposée par le candidat et/ou d'autres partenaires du projet. Les coûts doivent être clairement liés aux activités indiquées dans la section de la demande qui porte sur les objectifs du projet et sur le plan de travail.

Les candidats doivent indiquer si les projets tireront profit des contributions en espèces ou en nature des employeurs ou d'autres partenaires. Toutefois, la valeur de ces contributions ne sera admissible à aucun remboursement.

Important

Les coûts du matériel, des outils, des techniques, des démarches, des développements ou des salaires utilisés pour la formation, les placements professionnels ou d'autres éléments du projet qui ont déjà été remboursés au candidat par le financement gouvernemental en vertu d'une autre entente de financement **ne seront pas admissibles** en vertu de toute nouvelle entente conclue entre le candidat et le gouvernement de l'Ontario.

Aucun candidat n'a droit à un financement à moins 1) qu'un projet soumis par le candidat soit sélectionné pour un financement et 2) qu'une entente de paiement de transfert ait été signée entre le candidat et la province. Les candidats ne doivent prendre aucune mesure ou ne doivent engager aucun coût en lien avec leurs projets qui sont fondés sur la réception du financement du gouvernement de l'Ontario jusqu'à ce que ces deux critères soient respectés.

Tous les coûts associés au projet qui ne sont pas prévus dans le financement faisant l'objet de l'entente de paiement de transfert sont à la charge du candidat.

Le gouvernement de l'Ontario n'est pas tenu de payer les coûts engagés par un candidat si la demande n'est pas retenue ou si le candidat ne conclut pas une EPT.

Il est prévu que le financement sera accordé en versements en fonction d'un calendrier précis et de jalons. Le paiement du financement par versements dépendra du respect, par le candidat retenu, de toutes les étapes du projet et des exigences en matière de production de rapports dans le cadre de l'EPT.

Dépenses inadmissibles

Les dépenses inadmissibles au financement comprennent les suivantes :

- les frais de participation des apprenants, comme les frais de scolarité et les fournitures;
- les frais généraux;
- les coûts d'assurance, sauf les coûts couverts sous les dépenses administratives liées à l'exécution du projet;
- les coûts associés à la préparation de la proposition ou de la demande;
- les coûts qui ne sont pas directement liés au projet ou directement nécessaires à l'atteinte des résultats attendus du projet;
- les salaires des dirigeants ou des cadres supérieurs;
- les salaires du personnel administratif, à l'exception de frais de gestion du projet couverts au titre des frais administratifs liés à la réalisation du projet;
- les frais de déplacement du personnel du projet ou des apprenants à l'extérieur de la province;
- les cotisations annuelles aux associations;
- les coûts du matériel, des outils, des techniques, des démarches, des développements ou des salaires ou autres éléments du projet qui ont déjà été remboursés par le gouvernement fédéral ou provincial ou tout autre financement gouvernemental destiné au candidat en vertu de toute autre entente de financement;
- les remboursements des billets d'avion achetés au moyen de programmes personnels de fidélisation pour grands voyageurs;
- les amendes et les sanctions;
- les frais d'intérêts;
- l'équipement;
- les pertes liées à d'autres projets ou contrats;
- tous les coûts, y compris les taxes, à l'égard desquels le bénéficiaire a reçu ou recevra ou est admissible à recevoir une remise, un crédit ou un remboursement;
- les assemblées générales annuelles, les déficits budgétaires, les droits d'adhésion, les activités de collecte de fonds, les réunions politiques ou de comités ou les activités religieuses;
- les frais couverts par d'autres financements;

- les fonds de prévoyance ou les coûts divers inexpliqués;
- la taxe de vente harmonisée (TVH), qui n'est pas admissible pour les organismes qui en sont exonérés.

Renseignements supplémentaires sur le financement

Le gouvernement de l'Ontario se réserve le droit, à son entière discrétion, de déterminer quels projets sont choisis pour un financement et le montant accordé à chaque projet sélectionné. Il est entendu que le gouvernement se réserve le droit de ne pas sélectionner de projets à financer.

L'évaluation des propositions, la sélection des projets à financer et la détermination des montants de financement ne se font pas de façon mécanique et feront nécessairement appel à l'exercice du jugement. Ce processus peut inclure, entre autres, la prise en compte des priorités gouvernementales, dont celles qui n'ont pas été spécifiquement énoncées dans le présent appel de propositions.

Le financement sera versé pendant la durée de l'EPT et ne saurait constituer un engagement à poursuivre le financement au-delà de cette période.

Les candidats retenus devront fournir tout financement nécessaire, au-delà de celui qui est approuvé par la province à l'égard du projet, pour mettre en œuvre les microcertifications proposées. Dans les cas où il y aurait un écart entre les dépenses budgétisées et le financement approuvé attendu, les candidats doivent être en mesure de démontrer qu'ils contribuent au projet par le biais d'autres ressources.

Exigences de l'entente de paiement de transfert (EPT)

Tout candidat retenu recevra le financement du projet seulement après avoir signé une EPT avec le MCU. En concluant cette entente, tout candidat retenu devra assumer certaines responsabilités juridiques, notamment le maintien en vigueur de toutes les assurances nécessaires, afin de recevoir le financement.

Il incombera à tout candidat retenu de gérer et d'exécuter l'élaboration et la réalisation de son projet, y compris la gestion des ressources et la satisfaction des obligations financières et de rendement établies par le MCU.

L'EPT avec le MCU énoncera les conditions régissant le versement de la subvention et inclura ce qui suit, sans toutefois s'y limiter :

- le budget du projet approuvé dans la proposition;
- les exigences relatives à la gestion du projet, y compris une description complète du projet, les objectifs, les échéanciers et les résultats prévus;
- les obligations en matière de production de rapports;

- le mode et le calendrier des paiements;
- les dispositions relatives à la résiliation ou aux mesures correctives en cas de non-respect des obligations;
- les autres dispositions relatives au rendement et à la responsabilisation déterminées par le MCU et convenues avec le candidat retenu.

Les candidats retenus devront :

- faire des comptes rendus au MCU sur tous les fonds et éléments du projet visés par l'EPT;
- gérer leur plan de projet de façon à respecter les exigences et les livrables en matière de finances et de reddition de comptes, conformément à l'EPT;
- établir et gérer des relations avec tout fournisseur de services indépendant;
- assurer la coordination des partenaires du projet et de toutes les activités;
- mesurer le rendement dans le cadre du fonds, notamment assurer la qualité des données, établir des objectifs et regrouper les renseignements recueillis auprès des bénéficiaires du financement;
- soumettre régulièrement des rapports qui seront utilisés par le MCU pour évaluer les progrès de la mise en œuvre ainsi que la conformité aux directives et aux exigences pertinentes en vertu de l'EPT;
- souscrire et maintenir en vigueur pendant la durée de leur programme toute assurance nécessaire dans le cadre de l'initiative, y compris une assurance responsabilité civile entreprise d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 \$) par événement. Si le projet est approuvé pour un financement, les candidats doivent remettre au MCU une copie de leur certificat d'assurance comme condition de financement. On peut envisager une couverture d'assurance inférieure à deux millions de dollars (2 000 000 \$), dans la mesure où elle a été approuvée au préalable par l'Ontario;
- accepter qu'on procède à une vérification indépendante du projet au besoin, notamment des revenus et des dépenses du programme;
- remettre une copie de leurs états financiers les plus récents (inclure les états financiers vérifiés, le cas échéant) et de ceux des principaux partenaires du programme sur demande avant que l'entente juridique soit définitivement conclue;
- se soumettre à un contrôle préalable aux frais du MCU, au besoin, avant que l'entente juridique soit définitivement conclue. Dans le cas d'un consortium, l'examen de diligence raisonnable inclura tous les partenaires, le cas échéant.

Le montant, la forme, le calendrier et les conditions du financement sont régis par l'EPT. Le texte du présent appel de propositions, dans la mesure où il prévoit le contenu de l'EPT, est assujéti aux conditions actuelles de l'EPT exécutée.

Les candidats retenus devront s'inscrire en ligne à titre d'utilisateurs de Paiements de transfert Ontario pour recevoir le financement. Le processus d'enregistrement se trouve sur le site Web de [Paiements de transfert Ontario](#). Une fois qu'ils sont enregistrés, les candidats peuvent télécharger le formulaire de demande sur le site Web de [Paiements de transfert Ontario](#).

Exigences relatives à l'approvisionnement, aux déplacements et à l'hébergement

En vertu de la [Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic](#), deux directives concernant les pratiques et les dépenses d'approvisionnement sont en vigueur, à savoir : la [Directive en matière d'approvisionnement dans le secteur parapublic](#) et la [Directive applicable aux dépenses du secteur parapublic](#). Il incombe à chaque candidat de se conformer à ces deux directives.

Processus de soumission

La date limite de réception des propositions par le MCU est le 5 janvier 2024 à 17h, HNE. Les établissements sont invités à en transmettre une version Word et une copie PDF signée à psepolicy@ontario.ca en indiquant ***Appel de propositions du Fonds ontarien d'aide pour la microcertification*** en objet. **Le MCU accusera réception de toutes les soumissions.**

Veillez faire en sorte que le modèle fourni pour le formulaire de demande soit utilisé.

Tous les renseignements supplémentaires peuvent être joints en annexe à la demande, le cas échéant. Prière de noter : en raison du volume élevé de demandes anticipées, les renseignements fournis en annexe seront considérés comme complémentaires à la demande principale.

Si vous avez des questions concernant le processus de soumission, veuillez communiquer avec nous à l'adresse psepolicy@ontario.ca en indiquant ***Appel de propositions du Fonds ontarien d'aide pour la microcertification*** en objet.

Examen des propositions et critères d'évaluation

Le MCU établira des processus d'examen appropriés et évaluera équitablement les propositions en fonction des critères d'admissibilité énoncés dans la section « Projets admissibles » du présent document.

Des recommandations seront faites au ministre du MCU, ou à sa personne déléguée, qui prendra les décisions finales sur 1) les projets qui, le cas échéant, sont choisis pour le financement et 2) les montants de financement à consacrer à chaque projet sélectionné.

L'évaluation de la proposition de financement tiendra compte de la diversité dans les domaines suivants :

- groupes d'apprenants, niveaux de compétences et langue officielle;
- aptitudes ou compétences nécessaires pour combler les lacunes dans les secteurs prioritaires du marché du travail;
- répartition géographique dans l'ensemble de la province (p. ex., communautés rurales, urbaines ou éloignées).

Les propositions seront également évaluées en fonction de la mesure dans laquelle elles répondent aux exigences suivantes :

1. Viabilité et solidité de la proposition

- Les propositions doivent clairement définir la portée et l'objectif du projet, en plus de permettre une compréhension complète des étapes de mise en œuvre. Une attention particulière sera accordée aux capacités organisationnelles démontrées et aux forces de chaque partenaire ainsi qu'à la manière de procéder pour créer et améliorer les partenariats. Un plan de travail pour le projet qui établit les échéanciers prévus pour les principales activités est exigé. Les propositions doivent aussi démontrer une utilisation efficace des ressources pour atteindre les objectifs ainsi qu'un respect des délais établis pour les activités financées.

2. Impact

- Microcertifications
 - a. La qualité et le nombre de microcertifications nouvelles et/ou élargies créées.
 - b. Les propositions qui comportent des partenariats entre des établissements d'enseignement postsecondaire afin d'élaborer conjointement et/ou d'élargir des microcertifications feront l'objet d'un examen supplémentaire.
 - c. Les propositions des établissements autochtones et des candidats qui s'associent à des établissements autochtones et/ou qui ciblent des apprenants autochtones feront l'objet d'un examen supplémentaire.
- Mesures d'évolutivité
 - a. L'évolutivité désigne la possibilité d'accroître l'ampleur d'une initiative. Les candidats seront évalués selon le potentiel d'évolutivité des microcertifications proposées après les investissements initiaux.

Autrement, les propositions seraient évaluées en fonction du potentiel qu'aurait le financement demandé de permettre aux microcertifications existantes d'avoir une portée plus grande que celle qu'elles ont maintenant.

- Mesures de pérennité
 - a. La pérennité fait allusion à la probabilité que le projet se poursuive après la fin du financement gouvernemental. Les propositions qui requièrent des investissements initiaux, mais qui pourront devenir autosuffisantes, seront priorisées.
- Apprenants servis
 - a. Le groupe d'apprenants ciblés et le nombre estimé d'apprenants qui seront servis grâce aux microcertifications proposées. L'estimation doit être faite en presumant qu'un apprenant compte comme étant servi seulement s'il termine la microcertification à l'étude.
 - b. Une stratégie de sensibilisation axée sur les populations cibles, y compris les groupes sous-représentés comme les peuples autochtones, les communautés francophones, les immigrants récents, les personnes qui ont des démêlés avec la justice et les clients de l'aide sociale.
 - c. Les propositions doivent démontrer qu'elles fournissent des itinéraires pour s'intégrer au marché du travail, notamment en montrant comment les apprenants seront mis en contact avec des possibilités d'emploi à long terme dans le cadre du projet (p. ex., des services de placement).
- Demande pour la formation démontrée
 - a. Les propositions doivent clairement démontrer et expliquer en quoi les projets de formation sont, en raison de leur nature, nouveaux ou novateurs afin de combler les lacunes dans les secteurs prioritaires du marché du travail, de répondre aux besoins des employeurs et d'obtenir des résultats durables en matière d'emploi pour les apprenants.
 - i. La demande pour des compétences peut être démontrée à l'aide de diverses sources, y compris mais non de façon limitative les données sur le marché du travail, l'obligation pour les employeurs et les partenaires de l'industrie de fournir des commentaires et des attestations (voir « Projets admissibles » ci-dessus), les offres d'emploi actuelles et antérieures et l'engagement auprès des employeurs, des acteurs de l'industrie, des comités régionaux de développement économique, des partenaires de planification locaux et/ou des associations régionales.

- b. Les propositions doivent clairement souligner l'importance et le rôle de la programmation pour aider à combler les lacunes en matière d'aptitudes pour les apprenants ciblés ainsi que la pertinence des compétences recherchées pour les employeurs.
- c. Les propositions doivent démontrer clairement comment elles faciliteront la reconnaissance par le secteur d'activité (p. ex., la transférabilité au-delà d'un employeur particulier), le cas échéant.

3. Budget

- Les propositions doivent comprendre une répartition budgétaire fondée sur les dépenses admissibles, y compris la création de partenariats, l'élaboration de programmes et les coûts administratifs.
- Les coûts administratifs doivent être ventilés et décrits dans au moins trois catégories : fournitures de bureau, soutien administratif et assurance.

4. Autres

- Les demandes peuvent également être évaluées en fonction des extrants et des résultats supplémentaires liés aux objectifs gouvernementaux.

Échéanciers

- Fenêtre de soumission des demandes : le 23 novembre 2023.
- Date limite pour la soumission des demandes : le 5 janvier 2024 à 17 h, HNE.
- Évaluation des propositions par le MCU : janvier 2024.
- Communication des résultats au secteur par le MCU, qui conclut les EPT avec les bénéficiaires du financement : d'ici le 31 mars 2024.
- Période d'élaboration des projets (comprend le versement de trois paiements) : avril 2024 à mars 2025.
- Échéance des rapports finaux au MCU : un mois après la date d'achèvement des projets conformément à l'EPT.

Surveillance et rapports

Tous les projets doivent avoir des objectifs et des résultats de haut niveau en commun. Cela consiste notamment à aider les apprenants à suivre la formation, à acquérir les compétences et les connaissances recherchées pour obtenir un emploi, à améliorer leur employabilité et à renforcer la résilience du marché du travail. Les projets seront évalués en fonction de la capacité des candidats à atteindre ces objectifs et ces résultats au fil du temps. Les candidats retenus devront donc saisir et suivre les points de données clés conformément aux exigences de déclaration énoncées dans l'EPT. Ces points de données clés comprendront des renseignements sur les apprenants,

comme les inscriptions, des données démographiques, des résultats du perfectionnement des compétences et des résultats liés à l'emploi.

Les exigences en matière de production de rapports pour les projets approuvés seront énoncées dans l'EPT.

Chaque candidat retenu doit soumettre un rapport final au plus tard avril 2025. Le rapport final décrira les réalisations ou les progrès obtenus pour atteindre les objectifs énoncés dans l'EPT. Le rapport final doit comparer les dépenses encourues actuelles et les montants budgétés qui figurent dans l'EPT. Le financement non utilisé devra être justifié. Le MCU pourrait demander le remboursement de tous les fonds non dépensés.

Évaluation par un tiers

Le MCU pourrait faire appel à un tiers pour effectuer des recherches et procéder à l'évaluation des projets approuvés pendant et après leur mise en œuvre. Pour ce faire, les candidats retenus devront effectuer un suivi des points de données clés au nom de la province. Ces points de données clés comprendront des renseignements sur les participants, comme des données démographiques, les résultats liés au perfectionnement des compétences et à la participation aux microcertifications, ainsi que les résultats obtenus sur le plan de l'emploi et les niveaux de satisfaction des apprenants et des employeurs. Les candidats retenus, y compris les établissements partenaires au sein d'un consortium, et les organismes partenaires doivent accepter de coopérer pleinement avec le MCU et/ou un tiers au moment de la signature d'une ETP avec le MCU.

Avis

La décision concernant le financement sera communiquée par courriel à tous les candidats, y compris aux établissements partenaires qui font partie d'un consortium.

Confidentialité

Le MCU est assujéti à la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée (la « Loi »). La Loi confère à chaque personne le droit de consulter des renseignements dont les ministères ont la garde ou le contrôle, sous réserve d'un nombre limité d'exceptions. La Loi prévoit une exemption limitée à l'égard des renseignements de tiers qui révèlent un secret industriel ou des renseignements d'ordre scientifique, technique, commercial, financier ou ayant trait aux relations de travail, fournis à titre confidentiel, s'il est raisonnable de s'attendre à ce que la divulgation de ces renseignements ait pour effet de causer certains préjudices.

Les secrets industriels ou les renseignements d'ordre scientifique, technique, commercial, financier ou ayant trait aux relations de travail qui sont soumis au MCU de façon confidentielle doivent être clairement identifiés. Le MCU avisera la partie avant

d'accorder l'accès à un document qui pourrait contenir des renseignements visés par l'article 17 de la Loi afin que la partie touchée puisse faire des représentations au MCU relativement à la divulgation de ces renseignements. Si le MCU décide de ne pas divulguer certains documents, le candidat a le droit d'en appeler de cette décision auprès du Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée, qui décidera ultimement de la divulgation du document.

Les candidats sont avisés que les noms et adresses des bénéficiaires de la subvention, le montant accordé à titre de subvention et le but pour lequel une subvention est accordée sont des renseignements que le MCU rend accessibles au public.

Annexe A : Termes principaux

Apprenants : aux fins de ce programme, les apprenants comprennent les étudiants traditionnels qui fréquentent actuellement un établissement d'enseignement postsecondaire, les nouveaux diplômés, les personnes qui cherchent à se recycler ou à améliorer leurs compétences, les chercheurs d'emploi qui ont été mis à pied, les chômeurs ou les personnes sous-employées, les travailleurs risquant une mise à pied et les clients de l'aide sociale.

Apprenant distinct : personne unique pouvant être inscrite à plus d'une microcertification dans une série de microcertifications; cela peut différer des dénombrements des inscriptions par microcertification.

Apprentissage intégré au travail (AIT) : modèle d'apprentissage pratique qui intègre officiellement les études universitaires d'un apprenant dans l'apprentissage en milieu de travail ou dans un environnement de pratique. L'AIT permet aux employeurs de recruter des gens talentueux et offre aux apprenants la possibilité de perfectionner leurs compétences et d'établir des liens qui peuvent mener à un emploi.

Budget du projet : ventilation détaillée de toutes les dépenses et de toutes les contributions financières (en espèces et en nature) nécessaires à la réalisation du projet.

Candidat : établissement d'enseignement postsecondaire (d'un type précisé dans la section « Organismes admissibles » ci-dessous) qui a présenté une proposition créée avec un ou des partenaires de l'industrie qui la soutiennent, en réponse à l'appel de propositions du Fonds ontarien d'aide pour la microcertification 2^e ronde.

Candidat retenu : partenariat qui a reçu un financement et qui est chargé de la réalisation d'un projet. Le candidat retenu a la responsabilité de signer et de respecter toutes les exigences de l'entente de paiement de transfert, y compris, sans toutefois s'y limiter, de recevoir et de gérer les fonds, de coordonner les activités et les partenaires du projet et de communiquer avec le MCU concernant l'état d'avancement du projet au nom de tous les partenaires. Remarque : Dans le cas d'un consortium d'établissements, l'établissement principal est considéré comme le candidat retenu.

Collèges privés d'enseignement professionnel : établissements d'enseignement privés qui offrent des programmes de formation professionnelle et qui sont enregistrés en vertu de la *Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel*. Ils peuvent seulement soumettre des propositions qui sont liées aux programmes existants axés sur les secteurs prioritaires du marché du travail.

Compétences recherchées : attributs pouvant être techniques ou transférables de nature, qui sont recherchés par l'industrie et qui favorisent la résilience du marché du travail.

Consortium : collaboration entre un ou plusieurs établissements et un ou plusieurs employeurs et/ou représentants de l'industrie ou du secteur pour élaborer et offrir une microcertification. Les établissements peuvent faire partie de plusieurs consortiums.

Cumulable : possibilité de combiner des microcertifications afin d'obtenir un titre de compétence de niveau supérieur.

Établissements autochtones : terme désignant les neuf établissements autochtones de l'Ontario reconnus par voie de règlement en vertu de la *Loi de 2017 sur les établissements autochtones*.

Établissements privés décernant des diplômes : fournisseurs ontariens de services d'enseignement postsecondaire offrant des programmes approuvés en vertu de la *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire*. Ils peuvent seulement soumettre des propositions qui sont liées aux programmes existants axés sur les secteurs prioritaires du marché du travail.

Formation de courte durée : formation qui dure généralement entre 40 et 50 heures; peut toutefois être plus longue ou plus courte en fonction de ce qui convient aux apprenants ciblés et à la formation envisagée.

Microcertification : une forme souple et granulaire de formation en éducation postsecondaire permettant d'acquérir des aptitudes et des compétences précises qui est offerte dans le cadre d'un partenariat entre un ou plusieurs établissements d'enseignement postsecondaire et un ou plusieurs employeurs et qui peut être adaptée pour un besoin particulier ou cumulée. Elle permet de faire un suivi vers l'obtention d'un titre de compétence ou d'un certificat de niveau supérieur.

Partenaire : les candidats doivent s'associer avec des employeurs et/ou des représentants de l'industrie ou du secteur. Les partenaires peuvent comprendre des entreprises, des associations sectorielles, des organismes sans but lucratif, des municipalités, des Premières Nations ou des organismes autochtones.

Plan de projet : ventilation détaillée de toutes les activités clés du projet, des échéanciers et des résultats attendus à la suite du projet.

Projet : toutes les activités qui répondent aux critères énoncés dans les lignes directrices et les exigences du programme.

Traçable : capacité d'un apprenant à conserver un dossier numérique de ses microcertifications afin de pouvoir les partager avec un employeur potentiel et/ou les cumuler en vue d'obtenir un titre de compétence de niveau supérieur.